Informations de base

2000/0313(CNS)

CNS - Procédure de consultation

Règlement

Mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer

Modification 2003/0006(CNS) Modification 2004/0051(CNS)

Subject

3.10.03 Commercialisation et échanges des produits agricoles et des animaux

4.70.06 Régions périphériques et ultrapériphériques, territoires et pays d'outre-mer

Zone géographique

France

3 10 03 Commercialisation et échanges des produits agricoles et de

Zone geographique

Acteurs principaux

| Par | lement | euronéen |
|-----|--------|----------|

| Commission au fond | Rapporteur(e) | Date de nomination |
|---|---|--------------------|
| AGRI Agriculture et développement rural | MARTÍNEZ MARTÍNEZ Miguel Angel (PSE) | 05/12/2000 |

Procédure terminée

| Commission pour avis | Rapporteur(e) pour avis | Date de nomination |
|--|--|--------------------|
| BUDG Budgets | COSTA NEVES Carlos (PPE-DE) | 24/01/2001 |
| JURI Juridique et marché intérieur | MACCORMICK Professor Sir Neil (V/ALE) | 20/03/2001 |
| RETT Politique régionale, transports et tourisme | SÁNCHEZ GARCÍA Isidoro (ELDR) | 24/01/2001 |

Conseil de l'Union européenne

| Formation du Conseil | Réunions | Date |
|---|----------|------------|
| Transports, télécommunications et énergie | 2364 | 2001-06-28 |

Commission européenne

| DG de la Commission | Commissaire |
|------------------------------------|-------------|
| Agriculture et développement rural | |

| Date | Evénement | Référence | Résumé |
|------------|--|---------------|--------|
| 29/11/2000 | Publication de la proposition législative | COM(2000)0791 | Résumé |
| 15/01/2001 | Annonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 28/05/2001 | Vote en commission | | |
| 28/05/2001 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique | A5-0197/2001 | |
| 14/06/2001 | Débat en plénière | <u></u> | |
| 28/06/2001 | Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement | | |
| 28/06/2001 | Fin de la procédure au Parlement | | |
| 21/07/2001 | Publication de l'acte final au Journal officiel | | |

| Informations techniques | | |
|------------------------------|---|--|
| Référence de la procédure | 2000/0313(CNS) | |
| Type de procédure | CNS - Procédure de consultation | |
| Sous-type de procédure | Note thématique | |
| Instrument législatif | Règlement | |
| Modifications et abrogations | Modification 2003/0006(CNS) Modification 2004/0051(CNS) | |
| Base juridique | Traité CE (après Amsterdam) EC 036 Traité CE (après Amsterdam) EC 299-p2 Traité CE (après Amsterdam) EC 037 | |
| État de la procédure | Procédure terminée | |

Portail de documentation

Parlement Européen

| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
|--|------------|--------------|------------|--------|
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | | A5-0197/2001 | 28/05/2001 | |

Commission Européenne

| Type de document | Référence | Date | Résumé |
|-----------------------------|---------------|------------|--------|
| Document de base législatif | COM(2000)0791 | 29/11/2000 | Résumé |

Autres Institutions et organes

| Institution/organe | Type de document | Référence | Date | Résumé |
|--------------------|--|--|------------|--------|
| EESC | Comité économique et social: avis, rapport | CES0232/2001 JO C 139 11.05.2001, p. 0029 | 28/02/2001 | |
| | | | | |

| Informations complémentaires | | |
|------------------------------|----------|------|
| Source | Document | Date |
| Commission européenne | EUR-Lex | |
| | | |

| Acte final | |
|---|--------|
| Règlement 2001/1452 JO L 198 21.07.2001, p. 0011 | Résumé |

Mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer

2000/0313(CNS) - 28/06/2001 - Acte final

OBJECTIF: adopter des mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ: Règlement 1452/2001/CE du Conseil, modifiant la directive 72/462/CEE et abrogeant les règlements 525/77/CEE et 3763/91 (Poseidom). CONTENU: le Conseil a marqué son accord sur les aspects agricoles du train de mesures destinées à mettre en oeuvre les dispositions de l'article 299, paragraphe 2, du traité CE relatif aux régions ultrapériphériques. Ces mesures spécifiques concernent certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer, des Açores et Madère (voir CNS/2000/0314) et des îles Canaries (voir CNS/2000/0316), ainsi que la modification apportée à l'organisation des marchés dans le secteur de la viande bovine (voir CNS/2000/0317). Les mesures visent à consolider et à adapter l'acquis, et à améliorer le cadre agricole actuel en faveur de ces régions, tout en restant dans le cadre des crédits prévus par les perspectives financières. Elles prévoient de simplifier la gestion de ces régimes, d'en améliorer la transparence et le coût-efficacité et, parallèlement, de renforcer le suivi et le contrôle de ces dispositifs. ENTRÉE EN VIGUEUR : 24/07/2001

Mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer

2000/0313(CNS) - 29/11/2000 - Document de base législatif

OBJECTIF: adopter des mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer. CONTENU: à l'invitation du Conseil européen de Cologne, la Commission a adopté le 14 mars 2000 un rapport sur les mesures destinées à mettre en oeuvre l'art. 299, paragraphe 2, du traité CE relatif aux régions ultrapériphériques. A la lumière des résultats de ce rapport, la Commission présente trois projets de règlement visant à mieux prendre en compte les spécificités de ces régions : départements français d'outre-mer (voir CNS/2000/0313), Açores et Madère (voir CNS/2000/0314) et îles Canaries (voir CNS/2000/0316). La Commission entend consolider et adapter l'acquis, et améliorer le cadre agricole actuel en faveur de ces régions, tout en restant dans le cadre des crédits prévus par les perspectives financières. Elle prévoit de simplifier la gestion de ces régimes, d'en améliorer la transparence et le coût-efficacité et, parallèlement, de renforcer le suivi et le contrôle de ces dispositifs. S'agissant du régime spécifique d'approvisionnement (RSA), la logique du système visant à offrir à ces régions des conditions d'approvisionnement leur permettant de s'aligner sur les coûts de production du reste de l'Union et de bénéficier ainsi des avantages du Marché unique, reste d'application. Les propositions prévoient de revoir les listes des produits couverts par le RSA. En vue notamment de favoriser le maintien des productions d'élevage traditionnel déficitaires, il est prévu dans certains cas d'introduire des intrants additionnels pour l'alimentation animale (luzerne,tourteaux). Afin d'alléger la gestion du régime, il est proposé d'attribuer la compétence de la révision de cette liste à la Commission et de simplifier la gestion des bilans d'approvisionnement. Il est également proposé d'aménager les moyens mis en oeuvre pour atteindre les objectifs du RSA d'atténuer les surcoûts d'approvisionnement des régions et d'abaisser les prix par la mise en concurrence des sources d'approvisionnement. S'agissant des mesures relatives aux productions agricoles, les aménagements à apporter ressortent de l'analyse des besoins locaux propres à chaque région. Les mesures concernant les productions agricoles qui se sont révélées, à l'expérience, inadaptées aux réalités régionales (secteur de l'élevage bovin et laitier pour les régions déficitaires des Canaries et Madère par exemple), sont aménagées de façon à les rendre plus incitatives et efficaces. Des aménagements des mesures actuelles, comme l'adaptation de certains niveaux d'aides ou de quantités éligibles au soutien sont prévus (par exemple niveau de production de lait dans les DOM éligible à l'aide à la production). De nouvelles mesures sont mises en oeuvre afin de tenir compte, dans le respect des objectifs des POSEI, des spécificités et des besoins locaux, notamment dans le secteur des fruits et légumes pour les Canaries, Açores et Madère.

Enfin, dans un souci d'uniformité et afin d'aligner, dans le secteur de la viande bovine, les régimes POSEIMA et POSEICAN sur le régime en vigueur pour les DOM, il est proposé demodifier les annexes au règlement 1254/1999/CE portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (voir CNS/2000/0317).

Mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer

2000/0313(CNS) - 14/06/2001 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Miguel MARTÍNEZ MARTÍNEZ (PSE, E), le Parlement européen a approuvé la proposition sous réserve de modifications. Le Parlement estime que les propositions de la Commission vont dans le bon sens, même si, pour certaines, un effort accru s'imposerait et que les pourcentages de cofinancement communautaire devraient être légèrement relevés. Le Parlement demande que jusqu'à ce que le cheptel local de jeunes bovins mâles atteigne un niveau suffisant pour assurer le développement de la production de viande locale, soit ouverte la possibilité d'importer, sans application des droits de douane visés au réglement 1254/1999/CE, en vue de l'engraissement sur place, des bovins originaires de pays tiers et destinés à la consommation dans les DOM. Il demande également la possibilité d'accorder des restitutions à l'exportation pour les produits fabriqués dans les DOM à partir de matières premières importées dans le cadre du régime spécifique d'approvisionnement et qui ont fait l'objet d'une transformation adéquate dans ces départements. En ce qui concerne les actions d'information et de promotion en faveur des produits agricoles sur le marché intérieur, la priorité doit être donnée aux actions qui encouragent l'utilisation du logotype actuel.